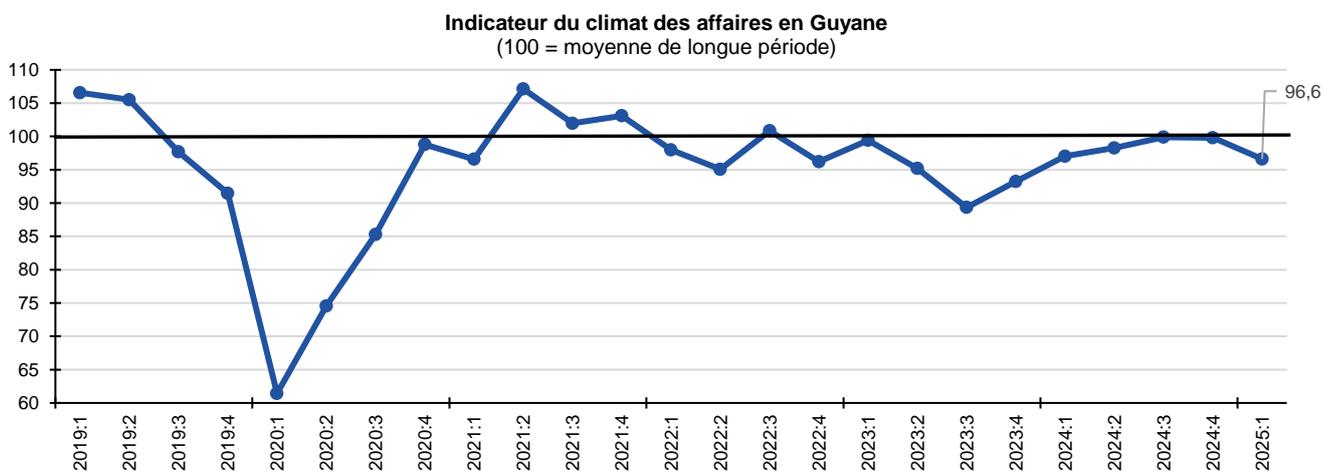


CONJONCTURE ECONOMIQUE

Publications économiques et financières

Tendances conjoncturelles – 1^{er} trimestre 2025

L'attentisme pèse sur le climat des affaires



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

L'ICA se replie

L'indicateur du climat des affaires se replie au 1^{er} trimestre 2025, s'établissant à 96,6 points, soit une contraction de 3,2 points sur 3 mois. Il retrouve ainsi un niveau équivalent au 1^{er} trimestre 2024 (-0,4 point sur 12 mois).

L'activité enregistrée sur le 1^{er} trimestre, tous secteurs confondus, est en baisse. De surcroît, les chefs d'entreprise signalent des délais de paiement qui continuent de se détériorer et des charges dégradées. Cela se traduit par une tension accrue sur la trésorerie des entreprises en ce début d'année 2025.

En parallèle, les mouvements sociaux de certains ports (Dégrad-des-Cannes, Trinité-et-Tobago et Le Havre) ont ralenti le commerce maritime, qui draine la quasi-totalité des imports et des exports guyanais. En conséquence, de nombreuses entreprises ont dû faire face à de fortes difficultés d'approvisionnement ce trimestre.

La hausse des effectifs en ce début d'année vient toutefois nuancer ces signaux négatifs. En outre, une amélioration future de la conjoncture est attendue : l'activité prévue et les effectifs prévus pour le 2^e trimestre s'inscrivent en hausse. En parallèle, les prévisions d'investissement sur 12 mois demeurent bien orientées.

Par ailleurs, à fin février 2025, 59 défaillances d'entreprises sont comptabilisées en Guyane en cumul

sur 12 mois. En glissement annuel, elles demeurent stables, après avoir enregistré une baisse notable au 4^e trimestre 2024.

Le nombre de créations d'entreprises est en recul de 3,6 % sur 3 mois. Cependant, les microentreprises, qui constituent environ la moitié des entreprises créées, progressent de 4,8 % sur le trimestre.

L'inflation ralentit

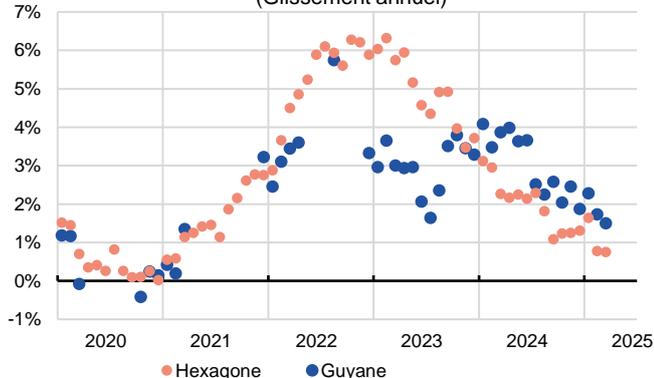
L'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2025, contre +0,6 % au trimestre précédent. La plupart des catégories de l'IPC enregistre des hausses modérées sur 3 mois : +0,8 % pour les prix de l'alimentation, +0,4 % pour les prix des produits manufacturés et +0,7 % pour les prix des services. Ces progressions sont contrebalancées par un recul net des prix des produits de l'énergie (-4,6 %).

En glissement annuel, la hausse des prix s'établit à +1,5 % pour l'ensemble des produits, contre +3,9 % au 4^e trimestre 2024. L'inflation poursuit donc sa décélération. Dans le détail, ce sont les prix des services qui enregistrent la progression la plus forte sur un an (+3,7 %), tandis que les hausses des prix des produits de l'alimentation et des produits manufacturés ralentissent sur l'année (respectivement +2,1 % et +0,2 % au 1^{er} trimestre 2025 contre +6,5 % et +1 % au 4^e trimestre

2024). À contrario, les prix des produits de l'énergie diminuent de 6,8 % sur 12 mois.

En Guyane, l'inflation reste néanmoins à un niveau plus élevé qu'au niveau national (+0,8 % au 1^{er} trimestre 2025).

Évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC)
(Glissement annuel)

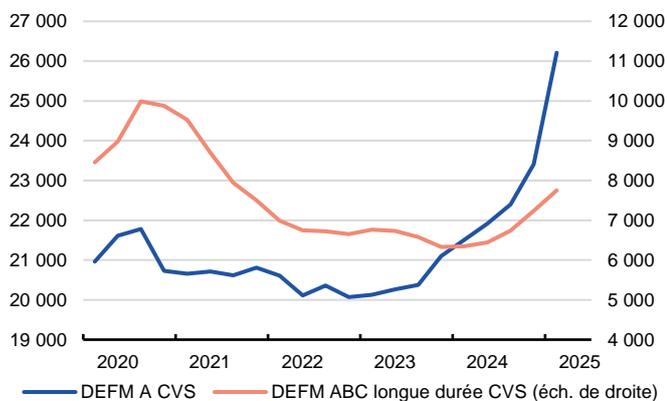


Source : Insee, données mensuelles. IPC non disponible en Guyane pour les périodes suivantes : avril-septembre 2020, mai-juillet 2021, septembre-novembre 2021. © IEDOM

La demande d'emploi continue de croître

Au 1^{er} trimestre 2025, les demandeurs d'emploi de catégorie A augmentent de 12 %. De la même façon, les demandeurs d'emploi des catégories A, B et C de longue durée (>1 an) témoignent de la même tendance, avec une hausse de 7 % sur 3 mois.

Demandeurs d'emploi en fin de mois



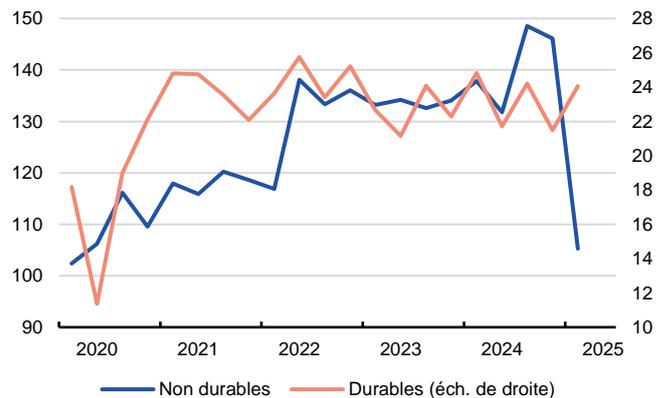
Source : France Travail © IEDOM

Ces évolutions sont toutefois à interpréter avec précaution, dans la mesure où elles s'inscrivent dans un contexte de révision des données de France Travail début 2025. Certains effets d'ajustement dans les procédures d'actualisation des demandeurs d'emploi peuvent en effet induire des évolutions plus marquées que celles relevant de la réalité conjoncturelle.

Avant ces changements méthodologiques, fin 2024, les indicateurs du marché de l'emploi étaient déjà mal orientés en Guyane. En effet, au 4^e trimestre 2024, les DEFM de catégorie A augmentaient de 4,5 % et les DEFM des catégories A, B et C de longue durée progressaient de 7,4 %. Les offres d'emploi durables diffusées étaient quant à elles en diminution de 18,1 % sur 3 mois.

La consommation des ménages est freinée par les difficultés d'approvisionnement

Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Malgré la décélération de l'inflation, la consommation des ménages est en berne. En effet, celle-ci est freinée par le ralentissement du transport maritime en ce début d'année. Il en résulte une contraction de 22,8 % du montant des importations de biens de consommation.

Dans le détail, les importations de biens de consommation non durables s'effondrent de 27,9 % en valeur et de 19,2 % en volume sur 3 mois. À contrario, les biens de consommation durables s'inscrivent en hausse de 11,9 % en valeur et de 22,3 % en volume. Ces derniers pèsent toutefois moins d'un cinquième des biens de consommation totaux.

En parallèle, l'activité du marché automobile demeure également morose. Les importations de véhicules de tourisme chutent de 44,9 % sur 3 mois et de 16,4 % sur 12 mois. De même, le nombre d'immatriculations se contracte de 23,3 % sur le trimestre, malgré une hausse de 2,7 % sur un an.

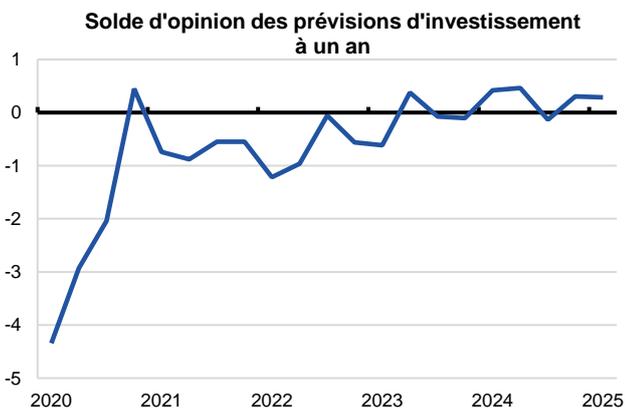
Point positif sur le trimestre, les indicateurs de la vulnérabilité des ménages sont bien orientés. Le nombre de dossiers de surendettement, après des hausses successives culminant au 4^e trimestre 2024, recule de 28,8 % au 1^{er} trimestre 2025. De même, les retraits de cartes bancaires se contractent de 23,7 %.

Un bilan en demi-teinte pour l'investissement

Plusieurs indicateurs témoignent d'un bilan mitigé pour l'investissement début 2025.

D'une part, les importations de biens d'investissement, touchées par le repli du commerce maritime, enregistrent une baisse de 4,6 % en valeur et de 14,4 % en volume. En glissement annuel, ces évolutions sont respectivement de -15 % et de -19,1 %. D'autre part, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires chute de 46,8 % sur 3 mois et de 36,4 % sur 12 mois.

En dépit de ces fragilités, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM confirment la bonne orientation de leurs prévisions d'investissement sur un an. Le solde d'opinion dépasse ainsi sa moyenne de longue période pour le 2^e trimestre consécutif.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

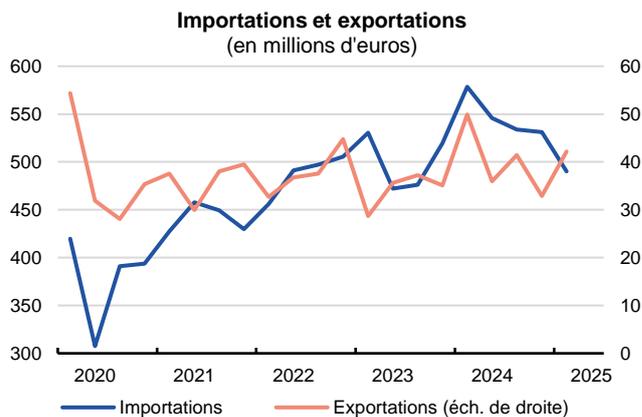
Les importations fortement affectées par le ralentissement du transport maritime

En raison des mouvements de grèves dans plusieurs ports, le commerce extérieur est en retrait au 1^{er} trimestre 2025. Les importations sont fortement touchées par ces événements : elles reculent de 7,7 % en valeur et de 18,6 % en volume. Sur l'année, ces baisses s'établissent respectivement à -15,3 % et -19,1 %.

Dans le détail, la plupart des catégories d'importation sont en repli, à l'exception des biens de consommation durables (cf. partie consommation). La baisse la plus forte en valeur est attribuable aux biens de consommation non durables. Les importations de biens

de consommation intermédiaires progressent quant à elles de 1,6 % en valeur, mais diminuent de 22,2 % en volume.

En parallèle, les exportations sont moins touchées : elles progressent de 28,1 % en valeur et de 1,2 % en volume. Les exportations de produits de l'agriculture, la sylviculture et la pêche enregistrent une augmentation remarquable de 62,1 % en valeur, du fait d'une fin d'année 2024 défavorable. De même, les exportations progressent significativement pour la filière bois : +29,2 % en valeur. En revanche, les exportations d'or subissent une baisse en valeur (-7,7 %).

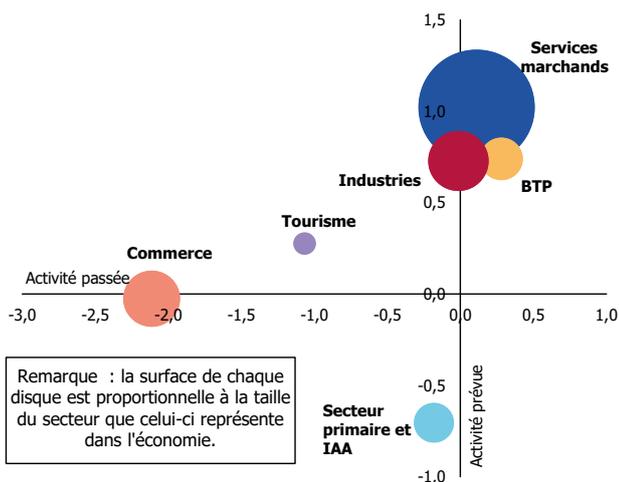


Sources : Douanes, CVS-CJO IEDOM © IEDOM

Une activité disparate à l'échelle sectorielle au 1^{er} trimestre, mais des perspectives globalement favorables

L'activité des entreprises guyanaises, dans leur ensemble, est en recul au 1^{er} trimestre 2025, avec des résultats disparates selon les secteurs. En revanche, la plupart des entrepreneurs interrogés par l'IEDOM prévoient une hausse de leur activité au 2^e trimestre.

Solde d'opinion de l'activité passée et prévue par secteur au 1^{er} trimestre 2025



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

La baisse de l'activité en début d'année est particulièrement marquée pour le secteur du commerce, qui a subi de plein fouet les conséquences du ralentissement des échanges maritimes. Les difficultés

d'approvisionnement ont ainsi fortement pesé sur son activité.

Le secteur touristique enregistre également une activité en nette diminution, faisant état de nombreuses difficultés : coûts logistiques et des matières premières en hausse, changements d'habitudes de consommation, manque de main d'œuvre sur le territoire, allongement des délais de paiement, etc.

En parallèle, l'activité du secteur primaire et des IAA s'inscrit en léger repli, tandis que les industries et les services marchands voient leur activité stagner. Le secteur du BTP demeure quant à lui dynamique au 1^{er} trimestre, son solde d'opinion se maintenant au-dessus de sa moyenne de longue période depuis un an.

Au 2^e trimestre, seul le secteur primaire et des IAA anticipe une activité en berne. L'activité commerciale devrait quant à elle être stable. À l'inverse, les autres secteurs prévoient une activité en augmentation. La hausse de l'activité prévue est particulièrement notable pour les services marchands, dans la mesure où elle contraste avec l'atonie constatée en 2024.

Cependant, plusieurs inquiétudes quant à une baisse de la commande publique se font sentir dans plusieurs secteurs. L'allongement des délais de paiement est également vecteur d'incertitudes. Au niveau mondial, la politique douanière impulsée par les États-Unis d'Amérique contribue également à ternir le paysage économique. Ainsi, malgré une anticipation positive de l'activité guyanaise, le manque de visibilité nuit à une confiance des acteurs économiques.

La conjoncture internationale et régionale

Une croissance mondiale entravée par les incertitudes et la politique douanière américaine

Le FMI maintient ses anticipations de reflux de l'inflation mondiale pour 2025 et 2026. Celle-ci devrait atteindre 4,3 % en 2025 puis 3,6 % en 2026. Ce reflux pourrait toutefois être moindre qu'initialement annoncé avec des anticipations d'inflation aux États-Unis et au Royaume-Uni revues à la hausse. Le coût élevé des services, le rebond du prix des matières premières et l'impact de la hausse des droits de douane impacteraient en effet l'inflation aux États-Unis ; de même que la hausse des tarifs réglementés au Royaume-Uni.

Les prévisions de croissance américaine sont revues à la baisse : selon les dernières prévisions du FMI, le PIB progresserait de 1,8 % en 2025 et 1,7 % en 2026 aux États-Unis, contre des estimations de 2,7% et 2,1% en janvier 2025. Ce moindre optimisme procède tant des tensions commerciales et de la mise en place de nouveaux droits de douane, que d'une consommation moins dynamique qu'attendu.

En zone euro, le contexte d'incertitude et la hausse des droits de douane aux États-Unis pèsent également sur les perspectives de croissance qui, selon le FMI, atteindrait 0,8 % en 2025 et de 1,2 % en 2026. Au sein de la zone euro, l'économie allemande devrait connaître une croissance nulle en 2025. L'Espagne en revanche se distinguerait par son dynamisme, affichant une croissance de 2,5 %, à la faveur notamment des reconstructions consécutives aux inondations survenues en 2024.

En France, le premier trimestre 2025 est marqué par une croissance modérée du PIB de 0,1 % selon les premières estimations de l'Insee (après la baisse de 0,1 % au quatrième trimestre 2024 liée au contrecoup des Jeux olympiques). La Banque de France anticipe une hausse modeste, +0,7%, pour l'exercice 2025, suivie d'une accélération en 2026, à +1,2%.

L'économie japonaise souffre elle aussi des incertitudes nées de la politique douanière américaine, qui pourraient peser sur la consommation des ménages nippons. La prévision de croissance pour 2025 est ainsi revue à la baisse par le FMI à 0,6 % pour 2025, contre 1,1 % dans les dernières prévisions de janvier.

Le ralentissement concernerait également les pays émergents en 2025 : la Chine, qui souffre des incertitudes nées de la politique douanière américaine voit ses anticipations de croissance pour 2025 ramenées à 4,0 %, contre 4,6 % en janvier ; en Inde, les prévisions de croissance ont été ramenées à 6,2 % pour 2025 (6,5 % en janvier). La croissance des pays émergents d'Afrique subsaharienne et d'Europe est également attendue en ralentissement pour l'année 2025. Les économies du Moyen-Orient et d'Asie centrale bénéficient de perspectives plus favorables.

Une croissance révisée à la baisse dans un climat incertain pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Le *World Economic Outlook* d'avril 2025 publié par le FMI estime à +2,4 % la croissance de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2024. Pour 2025, le FMI prévoit une croissance de 2 %. Cette prévision a été revue à la baisse de 0,5 point, en raison d'une récession attendue pour le Mexique (-0,3 %). Pour le Brésil, les prévisions ont été également révisées à la baisse, mais dans une moindre mesure (-0,2 point, soit une croissance attendue de 2 %). L'application des tarifs douaniers à des niveaux records et la résurgence des incertitudes expliquent la révision globale des prévisions mondiales estimées en janvier.

En parallèle, l'inflation décélère significativement dans la région, mais plus lentement que prévu. Pour l'Amérique du Sud, l'inflation s'établirait à 7 % en 2025 contre 16,7 % en 2024. Dans les Caraïbes, la hausse des prix est estimée à 6,9 % en 2025, augmentant ainsi de 0,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente.

Sur le plateau des Guyanes, le Suriname maintient une trajectoire de croissance globalement stable : +2,8 % en 2024 et des prévisions de +3,1 % en 2025. Le Guyana continue quant à lui de bénéficier de son essor pétrolier, avec une croissance de 43,4 % en 2024. Si ses effets s'atténuent, les prévisions de croissance demeurent dynamiques en 2025 : +10 %. En revanche, son niveau d'inflation devrait accélérer : +4,2 % en 2025 contre +2,9 % en 2024). À l'inverse, l'inflation ralentit pour le Suriname : +7,4 % en 2025 contre +10,1 % en 2024.

À l'instar du FMI, le *Latin America and the Caribbean Economic Review* de la Banque mondiale anticipe une croissance plus lente pour l'Amérique latine et les Caraïbes que pour les autres régions du monde. Cela s'explique par plusieurs facteurs. D'une part, l'inflation plus haute et plus persistante que prévu a retardé l'assouplissement des politiques monétaires. D'autre part, le taux d'intérêt élevé de la dette consomme une part croissante des recettes des états. En conséquence, la marge de manœuvre pour stimuler l'investissement public est plus restreinte. Troisièmement, la hausse des tarifs douaniers crée de fortes incertitudes quant à l'ordre commercial mondial. D'autres facteurs tels que les migrations de retour et le crime organisé ont un impact sur le marché du travail et la qualité de vie des populations de la région.

Sources : FMI, Banque mondiale, Insee, Banque de France, ECLAC.

Les données de cette étude sont désaisonnalisées, sauf celles relatives aux évolutions des encours bancaires et sauf indications contraires.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : E. ELBEZ ■ Responsable de la rédaction : D. LAURET

Rédaction : J. CAPITAIN ■ Éditeur : IEDOM